

Procédure n°24067PAN

Conception d'un banc hydrogène
électrolyseur mobile

Règlement de la consultation (RC) - phase
offres

Date et heure limites de réception des offres :
(Communiquées lors de l'invitation à concourir)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure avec négociation en application des articles L.2124-1, L.2124-3, R.2124-1, R.2124-3-3° et R.2124-3-4° et R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
Article 1 - Objet du marché public	4
Article 2 - Etendue de la consultation	4
2.1. Nomenclature communautaire	4
2.2. Procédure de passation.....	4
2.3. Allotissement	4
2.4. Forme du marché public	4
2.4. Livraisons complémentaires	4
2.5. Durée du marché public	4
Article 3 - Conditions de la consultation	4
3.1. Délai de validité des offres	4
3.2. Variantes	4
3.2.1. Variante obligatoire et constituant une prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	4
3.3. Négociation.....	5
3.4. Exigences minimales détaillées de la consultation.....	5
3.5. Visite facultative des locaux	5
Article 4 - Contenu du dossier de consultation	6
4.1. Pièces du dossier de consultation	6
4.2. Renseignements complémentaires et modification de détail des documents de la consultation	6
Article 5 - Présentation des offres	6
5.1. Conditions de participation des concurrents	6
5.1.1. Groupement d'opérateurs économiques	6
5.1.2. Sous-traitance	7
5.2. Documents relatifs à l'offre	7
Article 6 - Transmission des offres et signature électronique.....	8
6.1. Délai de remise des offres	8
6.2. Modalité de remise des offres	8
6.3. Copie de sauvegarde	8
6.4. Signature électronique.....	9
6.4.1. Certificat de signature	9
6.4.2. Formalisme de la signature.....	9
Article 7 - Sélection des offres	9
7.1. Jugement des offres	9
7.2. Critères de jugement des offres	10

7.2.1. Méthode de traitement des notations décimales	10
Article 8 - Attribution du marché public.....	11
8.1. Information des décisions de rejet	11
8.2. Information à l'attributaire	11
8.2.1. Certificats et attestations	11
8.2.2. Pièces contractuelles signées	11
Article 9 - Litiges et recours	12

Article 1 - Objet du marché public

Le marché public consiste en la conception d'un banc hydrogène électrolyseur mobile pour l'Institut de Recherche en Energie Electrique de Nantes Atlantique (IREENA).

Article 2 - Etendue de la consultation

2.1. Nomenclature communautaire

Code CPV	Description
34328100-3	Banc d'essai
3854000-2	Machines et appareils d'essai et de mesure

2.2. Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'une procédure avec négociation en application des articles L.2124-3 et R.2124-3 1° et 3° du Code de la commande publique.

2.3. Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique car l'objet de la consultation est la conception d'un équipement et l'allotissement rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations.

2.4 Forme du marché public

Il s'agit d'un marché public ordinaire mono-attributaire.

2.4. Livraisons complémentaires

Nantes Université se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4 1° du code de la commande publique.

2.5. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une période correspondant à la période de garantie de l'équipement.

Article 3 - Conditions de la consultation

3.1. Délai de validité des offres

Les offres sont valides cent-quatre-vingt (180) jours à compter de la date de remise des offres.

3.2. Variantes

Il est précisé aux soumissionnaires qu'en toute hypothèse ils doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (offre de base).

3.2.1. Variante obligatoire et constituant une prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

La présente consultation contient une variante à l'initiative de l'acheteur à caractère facultatif, décrite ci-dessous, et constituant une prestation supplémentaire éventuelle.

Les soumissionnaires ont l'obligation de faire une proposition chiffrée pour la variante en faisant apparaître un chiffrage détaillé, et clairement identifié comme portant sur la variante, dans le devis établi. Chaque élément propre à une variante doit également être détaillé dans le mémoire technique.

- Variante PSE : Un système pile à combustible avec les caractéristiques suivantes :

- Technologie Pile à combustible : PEM (Membrane Échangeuse de Protons)
- Puissance totale : entre 5 et 10 kW
- Nombre de piles à combustible constituant le système : entre 2 et 5

Si le soumissionnaire ne fait pas d'offre concernant cette PSE, son offre sera déclarée irrégulière et sera rejetée.

3.3. Négociation

L'acheteur peut procéder à une négociation, avec pour objectif d'optimiser les offres qualitativement, tant au plan technique que concernant les éléments financiers. Toutefois, conformément à l'article R2161-17 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Dans l'hypothèse où l'acheteur décide de conduire une négociation, il avertit les candidats, par tout moyen permettant d'accuser une preuve certaine de réception, des modalités de la négociation. La négociation est alors menée dans le respect du principe de l'égalité de traitement des candidats, et donne lieu à des écrits permettant d'assurer la transparence de la procédure.

La procédure avec négociation pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères de jugement des offres. A l'issue de chaque phase, certains candidats pourront être éliminés.

Lorsque Nantes Université entendra conclure les négociations, il en informera les soumissionnaires restant en lice pour la présentation des offres définitives.

Chaque offre est alors jugée selon les critères figurant au présent règlement de la consultation, afin de permettre l'établissement du classement final.

3.4. Exigences minimales détaillées de la consultation

Les offres remises au titre des négociations ne devront pas remettre en cause les critères d'attribution des offres ni les clauses de variation des prix.

3.5. Visite facultative des locaux

Dans le cadre de cette consultation, une visite des locaux est possible pour les candidats qui le souhaitent.

Le lieu de visite est le suivant :

Institut de Recherche en Energie Electrique de Nantes Atlantique (IREENA)
Bâtiment CRTT
37 boulevard de l'université
CS 90406, 44602 Saint-Nazaire

Si pendant et/ou après la réalisation de la visite les candidats ont des questions, ils doivent les consigner puis les poser par écrit dans les délais impartis via PLACE - Plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marchespublics.gouv.fr>.

Une réponse écrite est alors apportée à l'ensemble des candidats.

Pour effectuer la visite des locaux, les candidats devront transmettre une demande de visite à l'adresse électronique suivante : jean-christophe.olivier@univ-nantes.fr

Le jour de la visite, les candidats doivent se présenter avec un exemplaire du bordereau de visite qui est renseigné par le personnel de Nantes Université qui procède à la visite.

La date limite de réalisation des visites sera indiquée aux candidats admis à la phase n°2 « remise des offres ».

Article 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être consulté et téléchargé sur la plateforme de dématérialisation PLACE - Plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

La référence de la procédure est la suivante : **24067PAN**

Le dossier est remis gratuitement.

4.1. Pièces du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation « Phase Offres » (RC) et son annexe (bordereau de visite des locaux) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le certificat de visite (facultative) ;
- Les formulaires de candidature DC1 et DC2 ;
- Le document DC4 en cas de sous-traitance.

4.2. Renseignements complémentaires et modification de détail des documents de la consultation

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la fin de la consultation, une demande écrite sur PLACE - Plateforme des achats de l'Etat (et exclusivement sur cette plateforme) : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Chaque entreprise ayant retiré le dossier est informée par écrit de l'ensemble des questions posées et des réponses données sur PLACE - Plateforme des achats de l'Etat, au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des offres.

Nantes Université se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres, ce délai étant décompté à partir du jour (exclu de la computation) de la modification des documents de la consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les délais mentionnés au présent article sont applicables au regard de cette nouvelle date.

Article 5 - Présentation des offres

Les documents relatifs à l'offre doivent être exprimés en euro (€) et rédigés en langue française, ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en langue française. L'acheteur se réserve la possibilité de demander une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, si cela apparaît justifié.

5.1. Conditions de participation des concurrents

L'offre est présentée par une seule entreprise ou, dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, dans les conditions énoncées aux articles R2142-19 et suivants du code de la commande publique.

5.1.1. Groupement d'opérateurs économiques

En cas de cotraitance, un mandataire doit être désigné préalablement à la signature du marché public. Dans le cas où le groupement est un groupement conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire de

chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Il garantit l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Un même candidat ne peut déposer une offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement, conformément à l'article R2151-7 du code de la commande publique. Toutefois, un même prestataire peut être membre de plusieurs groupements.

Les candidats qui souhaitent se présenter sous forme de groupement doivent l'indiquer dans le dossier relatif à leur candidature et transmettre l'ensemble des documents et renseignements exigés. De plus, ils doivent exposer le rôle de chacun des membres.

5.1.2. Sous-traitance

Conformément à l'article L2193-4 du code de la commande publique, l'entreprise qui souhaite sous-traiter une partie de ses prestations peut le faire au stade du dépôt de l'offre ou pendant l'exécution du marché public.

Dès lors, l'entreprise souhaitant faire sous-traiter une partie des prestations doit déclarer le sous-traitant et le montant qu'elle envisage de faire sous-traiter avant tout début de prestation du sous-traitant, en utilisant un imprimé DC4 ou équivalent, et dans le respect des dispositions de l'article L2193-5 du code de la commande publique.

Il est rappelé que la sous-traitance n'est pas acceptée dans les marchés publics de fournitures, sauf si la prestation à sous-traiter concerne des travaux d'aménagement et/ou d'installation de l'équipement acquis dans le cadre de la présente consultation.

Le sous-traitant et ses conditions de paiement doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique.

5.2. Documents relatifs à l'offre

La signature des documents est possible mais N'EST PAS OBLIGATOIRE au dépôt de l'offre

Seule l'entreprise retenue, attributaire du marché public – représentée par une personne habilitée à engager la société – sera tenue de signer les documents

Les soumissionnaires doivent fournir les documents suivants :

- L'acte d'engagement dûment renseigné (auquel doit être joint un RIB original) qui peut ne pas être signé lors du dépôt de l'offre ;
- Un schéma simplifié du banc (fluidique et électrique) ;
- Un calendrier prévisionnel d'exécution du projet ;
- Un devis comportant le détail du chiffrage des éléments demandés ;
- Un mémoire technique des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché, présentant notamment les éléments suivants :
 - o Les caractéristiques techniques et les performances des équipements constituant le banc électrolyseur ;
 - o Les caractéristiques techniques et les performances des équipements de la variante PSE (système pile à combustible) ;
 - o Les moyens et les modalités mises en œuvre pour satisfaire les exigences demandées ;
 - o Les modalités de garantie (durée, délais d'intervention en cas de dysfonctionnement ...) ;
 - o Les modalités de livraison et d'installation de l'équipement ;
 - o Les modalités de la formation.
- Le cas échéant la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) si le candidat souhaite présenter ses sous-traitants à ce stade de la procédure de passation ;
- Le certificat de visite pour les candidats ayant réalisés la visite facultative ;

- La fiche fournisseur complétée et signée.

Article 6 - Transmission des offres et signature électronique

Les offres sont présentées et transmises sur support électronique dématérialisé via le profil acheteur de l'acheteur.

6.1. Délai de remise des offres

Le pli contenant l'offre est **impérativement transmis avant la date et heure limites** indiquées sur PLACE - Plateforme des achats de l'Etat (report de date éventuel compris) : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Attention : le dépôt des offres doit s'anticiper, l'opération pouvant prendre du temps en fonction du poids des fichiers et du débit de l'accès à Internet.

Le pli est réputé accepté lorsque le téléchargement sur la plateforme est terminé dans le délai imparti, et que l'accusé de réception électronique (comportant la date, mais aussi l'heure certaine de réception) est généré. A défaut de réception dans le délai imparti, l'offre est éliminée en application de l'article R2151-5 du code de la commande publique.

Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

6.2. Modalité de remise des offres

Il est attendu une réponse par voie électronique sur la page de réponse au présent marché public sur PLACE - Plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois, y compris lorsqu'il répond à plusieurs lots (auquel cas il doit transmettre dans un même envoi l'offre pour chacun des lots auquel il soumissionne).

Le soumissionnaire dispose de la faculté de transmettre plusieurs plis, si ceux-ci respectent la date limite de remise des offres. Chaque transmission dématérialisée fait l'objet d'un accusé de réception électronique. En cas d'envois successifs, seul est ouvert le dernier pli déposé avant la date limite de remise des offres, qui doit donc contenir l'ensemble des éléments exigés.

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat ou soumissionnaire dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur est réputé n'avoir jamais été reçu.

6.3. Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, une copie de sauvegarde peut être adressée dans les délais impartis pour la remise des offres. La copie de sauvegarde, transmise de préférence sur support physique électronique (clé USB), doit contenir les mêmes éléments que ceux attendus au titre de l'offre.

La copie de sauvegarde doit être identifiable comme telle, et transmise à l'adresse suivante :

NANTES UNIVERSITE
Direction des achats, pôle achats
1 quai de Tourville, BP 13522
44035 NANTES Cedex 1

COPIE DE SAUVEGARDE
Procédure 24067PAN – Phase Offres
Nom du candidat : _____
NE PAS OUVRIR

La transmission est faite par courrier recommandé avec accusé de réception ou par coursier pour remise en mains propres (du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h) et doit être réceptionnée dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde n'est ouverte que :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les offres transmises par voie électronique.
- Lorsqu'une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.

6.4. Signature électronique

Les soumissionnaires qui souhaitent signer leur offre dès le dépôt de celle-ci, doivent le faire au moyen d'un certificat de signature électronique.

6.4.1. Certificat de signature

- Le certificat de signature doit respecter le niveau de sécurité autorisé par la plateforme de dématérialisation ;
- Le certificat de signature doit être conforme au règlement (UE) eIDAS n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique ;
- La validité de la signature est examinée dans les conditions de l'arrêté susmentionné. Le cas échéant, en fonction du certificat qu'il utilise, le soumissionnaire mentionne le type de certificat utilisé et le moyen ou la méthode à utiliser pour le vérifier.

Attention : l'acquisition d'un certificat électronique permettant la signature électronique des fichiers selon les dispositions réglementaires peut prendre plusieurs jours voire plusieurs semaines.

6.4.2. Formalisme de la signature

- Les documents doivent être signés individuellement (pas de signature du fichier « enveloppe globale » zippé). En effet, la signature électronique ayant la même valeur probante que la signature manuscrite (articles 1366 et 1367 du code civil), chaque document doit être signé électroniquement comme il aurait été signé manuellement.
- En cas de groupement, les documents sont signés par le mandataire (s'il dispose des habilitations, qui devront elles-mêmes faire l'objet d'une signature) ou de manière individuelle par chaque membre du groupement, afin que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres ;
- Une signature manuscrite scannée n'a d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Article 7 - Sélection des offres

7.1. Jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L2152-6 du code de la commande publique et R2152-1 à R2152-5 du code de la commande publique.

L'acheteur écarte les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées :

- est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;

L'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, si la régularisation n'a pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre. Le cas échéant, le délai est indiqué lors de l'envoi d'une invitation à régulariser l'offre.

- est inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- est inappropriée une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation ;

Si l'acheteur a recours à la négociation, une offre régulière ou inacceptable peut devenir régulière ou acceptable au cours de la négociation (à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse). A l'issue de la négociation, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

L'acheteur met en œuvre les moyens de détection des offres anormalement basses :

- est anormalement basse une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

L'acheteur met en œuvre tous moyens lui permettant de détecter les offres anormalement basses. Lorsqu'une offre semble anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre. Si, après vérification des justifications fournies par l'opérateur économique, l'acheteur établit que l'offre est anormalement basse, il la rejette.

7.2. Critères de jugement des offres

Le choix de l'offre est fait dans les conditions des articles L2152-7 et s. du code de la commande publique ainsi que des articles R2152-6 et s. du code de la commande publique. L'analyse des offres sera réalisée sur les critères et sous-critères figurant dans le tableau ci-après, et aboutissent à un classement des offres.

Critères	Pondération
Qualité technique de l'offre	50%
Prix	30%
Service après-vente, formation et garantie	20%

- La qualité technique sera notée au vu du schéma simplifié du banc (fluidique et électrique) et des renseignements fournis par les candidats dans leur mémoire technique. Elle sera appréciée sur la puissance des électrolyseurs, la taille du stockage, le rendement nominal du banc, la masse et l'encombrement du banc, la précision et la bande passante des capteurs pour l'interfaçage.
- Concernant la méthode de jugement du Prix :
Le candidat présentant le prix forfaitaire le moins-disant obtient la note maximale (30) et est classé premier sur ce critère. La notation, pour les autres propositions, s'effectue ensuite selon la formule ci-après :

$$\text{Note} = \frac{\text{prix du candidat le moins disant}}{\text{prix du candidat noté}} \times 30$$

- Le critère « Service après-vente, formation et garantie » sera noté au vu des renseignements fournis par les candidats. Il sera apprécié sur les modalités détaillées dans leur mémoire technique.

7.2.1. Méthode de traitement des notations décimales

Dès lors qu'un critère fait l'objet d'une formule objective de calcul, le nombre de points est arrondi à deux décimales et traité de la façon suivante :

- De 0,000 à 0,004 : arrondi au centième inférieur (exemple : pour un résultat de 8,252, la note sera fixée à 8,25).
- De 0,005 à 0,009 : arrondi au centième supérieur (exemple : pour un résultat de 8,255, la note sera fixée à 8,26).

Article 8 - Attribution du marché public

8.1. Information des décisions de rejet

Conformément à l'article R2181-1 du code de la commande publique, l'acheteur notifie sans délai à chaque soumissionnaire concerné sa décision de rejeter son offre.

8.2. Information à l'attributaire

L'offre la mieux classée est retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations prouvant notamment qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales. A défaut de production de ces documents dans le délai imparti, l'offre est éliminée et le marché public est attribué à l'offre classée à la position suivante, dans les mêmes conditions.

Le délai imparti laissé par Nantes Université à l'attributaire pour remettre ces documents est indiqué dans le message d'attribution envoyé à celui-ci, et ne peut être supérieur à cinq (5) jours.

8.2.1. Certificats et attestations

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public doit produire :

- **Lutte contre le travail dissimulé :**
 - o **Justificatif d'immatriculation** : pièce mentionnée à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, datée de moins de 6 mois ;
 - o **Attestation de vigilance** : pièce mentionnée à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, datée de moins de 6 mois ;
 - o **Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail** : liste datée de moins de 6 mois, prévue par l'article D8254-2 du code du travail (qui doit préciser, à partir du registre unique du personnel : la date d'embauche ; la nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ou **attestation sur l'honneur en cas de non emploi de salariés étrangers soumis à autorisation de travail** ;
 - **Attestation de régularité fiscale** : pièce relative aux attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites, mentionnés dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
 - **Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle**
- Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessus, Nantes Université met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne : e-attestations.com. Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires.
 - **L'utilisation de cette plateforme est impérative** pour les opérateurs français. Les opérateurs étrangers sont soumis à l'obligation de production des pièces susmentionnées (ou équivalents de leur pays de domiciliation) par courriel.

8.2.2. Pièces contractuelles signées

L'attributaire doit produire l'acte d'engagement signé et, le cas échéant, toute autre pièce signée (mise au point du marché, acte de sous-traitance...), par la personne habilitée à engager l'attributaire, sauf si ces documents signés ont déjà été fournis au moment du dépôt de son offre.

L'envoi pourra se faire :

- Par PLACE - Plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marchespublics.gouv.fr>, dans l'hypothèse d'une signature électronique ;
- Par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse mentionnée dans le message d'attribution, dans l'hypothèse d'une signature manuscrite (transmission de l'original exigée pour chaque document concerné).

Les soumissionnaires sont informés que l'attribution d'un marché transmis sous format électronique peut, si nécessaire, donner lieu à la signature manuscrite d'un marché sous format papier.

Article 9 - Litiges et recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litige, les parties s'obligeront à saisir un organe chargé des procédures de médiation, préalablement à la saisine du tribunal administratif.

Organe chargé des procédures de médiation :

- Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr
- Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) des Pays de la Loire

22 mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1

Téléphone : 06 60 48 98 89

Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

L'instance chargée des procédures de recours introduites (référé précontractuel défini aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative, référé contractuel défini aux articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative,...) est le Tribunal administratif de Nantes, seul compétent.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANTES

6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 - 44041 NANTES Cedex

Téléphone : 02.40.99.46.00, Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr